

*Brésil: la déforestation en  
Amazonie enregistre une  
progression record*

---

Image not found or type unknown

Brasilia, 26 décembre (RHC) La déforestation en Amazonie brésilienne a augmenté de près de 22% en un an, dépassant les 13 000 km<sup>2</sup>, un record inégalé en 15 ans qui sème le doute sur la volonté affichée du gouvernement de Jair Bolsonaro d'inverser la tendance par des actions plus « fermes ».

Entre août 2020 et juillet 2021, le déboisement dans la plus grande forêt tropicale du monde s'est étendu sur 13 235 km<sup>2</sup>, la surface la plus importante depuis 2005-2006 (14 286 km<sup>2</sup>), selon les données du

système de surveillance de la déforestation PRODES, de l'Institut national de recherche spatiale (INPE) du Brésil, publiées jeudi 18 novembre.

C'est la troisième année consécutive que la déforestation progresse depuis l'arrivée au pouvoir du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui fait l'objet de critiques internationales pour avoir affaibli la surveillance du biome (écosystème) amazonien et encouragé les activités extractives dans des zones protégées.

Ces chiffres représentent « un défi pour nous et nous devons être plus fermes face aux délits environnementaux », a déclaré le ministre brésilien de l'Environnement Joaquim Leite lors d'une conférence de presse à Brasilia peu après la publication du document.

Il a toutefois affirmé que ces données « ne reflètent pas exactement la réalité des derniers mois ». Pourtant, selon les données publiées la semaine dernière par l'INPE, la déforestation en Amazonie brésilienne a atteint 877 km<sup>2</sup> en octobre, un record pour ce mois de l'année depuis cinq ans.

Le gouvernement brésilien dit avoir intensifié ses efforts pour lutter contre la déforestation illégale par une présence accrue depuis trois mois de militaires dans les zones les plus touchées.

La déforestation est notamment attribuée aux activités minières illégales et à l'élevage de bétail. « À ceux qui persistent à commettre ces crimes environnementaux, (nous avertissons) que l'État brésilien va montrer sa pleine force en Amazonie », a déclaré le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Anderson Torres.

À son arrivée au pouvoir en 2019, grâce en partie au soutien du puissant lobby de l'agronégoce, le président Bolsonaro a déclaré vouloir ouvrir les terres protégées et les réserves indigènes à l'agriculture et à l'extraction minière.

Depuis trois ans, la déforestation de l'Amazonie brésilienne a atteint une moyenne annuelle d'environ 10 000 km<sup>2</sup> - la superficie du Liban - contre quelque 6 500 km<sup>2</sup> pendant la décennie précédente.

« Ce résultat est le fruit d'un effort persistant, planifié et continu pour détruire les politiques de protection de l'environnement » sous le gouvernement Bolsonaro, a déclaré dans un communiqué Marcio Astrini, secrétaire exécutif de l'Observatoire du climat, qui regroupe les principales ONG et instituts environnementaux actifs au Brésil, dont le WWF et Greenpeace.

L'Observatoire a par ailleurs accusé le gouvernement d'avoir dissimulé les données jusqu'après la COP26, puisque le document, publié jeudi par l'INPE, lié au ministère des Sciences, Technologie et innovation, est daté du 27 octobre 2021.

« Le gouvernement avait déjà les données sur la déforestation en mains au moment de la Conférence sur le climat en Écosse et les a délibérément omises », a déclaré l'ONG. « L'information que j'ai est qu'il a été divulgué aujourd'hui », a répondu le ministre de l'Environnement.

ors de la COP26 à Glasgow, le Brésil s'est engagé à avancer de deux ans, de 2030 à 2028, la date limite pour éliminer la déforestation illégale sur son territoire, qui abrite 60% de l'Amazonie. « Nous serons certainement plus fermes pour inverser les chiffres (de la déforestation) et atteindre l'objectif qui a été annoncé lors de la conférence », a conclu M. Leite.

(Avec AFP)



**Radio Habana Cuba**